

AXE-PROGRAMME N° 7

LES CONDITIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES DU DEVELOPPEMENT

ET DE L'INDEPENDANCE DES PAYS ET DES PEUPLES

A/ RAPPORT INTRODUCTIF

par P. COUTY et R. WAAST

1. Délimitation
2. Ce qui se fait ou s'est fait à l'ORSTOM
3. Ce qui se fait hors de l'ORSTOM
4. Propositions
5. La question des moyens

Nous avons entrepris ce rapport sur un double accord de départ :
l'axe n° 7 ne doit être :

- ni un thème fourre-tout (= la catégorie "autres", sans cohérence propre, où l'on case tous les programmes hors axes)
- ni un thème tous azimuts (= aux objectifs multiples et d'ambition planétaire)

Voici comment nous avons procédé :

- Nous avons d'abord CADRE un contenu, en nous appuyant sur l'analyse de l'intitulé. Nous avons voulu définir le souhaitable, avant toute délimitation des possibles (celle-ci n'interviendra que plus tard, en 2ème partie). Nous avons cherché à définir une ossature, quelques grandes lignes autour desquelles pourraient s'organiser les actions.
- Nous avons fait un INVENTAIRE, critique et rapide, de ce qui se fait dans les domaines retenus hors de l'ORSTOM, de ce qui se fait et s'est fait à l'ORSTOM.

- Nous avons sollicité l'AVIS et les réflexions de quelques 200 personnes dans l'ORSTOM (par une lettre, que plusieurs d'entre vous ont dû recevoir) ; et l'avis de quelques personnalités scientifiques ou praticiens de l'extérieur ; celui de rapporteurs sur d'autres thèmes, et de collègues, interviewés les uns et les autres dans le faible délai disponible. Cette phase reste à compléter, dans les prochains mois.
- Nous avons enfin cherché à dégager une ligne, et des PROPOSITIONS. On peut les discuter. Elles sont inachevées. Mais leur cohérence nous agré, et nous sommes prêts à les défendre aujourd'hui.

1. Délimitation

Analysant l'intitulé de l'axe, nous en restons à trois remarques. Elles ouvriront trois lignes de recherche.

1.1. La première des "conditions" à considérer est que "le développement et l'indépendance" soient pris pour objectifs par peuples et pays. Voilà qui engage à faire l'ANALYSE CRITIQUE DES NOTIONS DE DEVELOPPEMENT ET D'INDEPENDANCE : à discuter les conditions historiques de leur apparition ; à savoir qui s'en empare, qui s'en sert et pour quoi ? à dégager leur potentiel mobilisateur (ou mystifiant) ; et les modalités de leur efficacité - économique ou politique.

1.2. Parler de "conditions" (ou de contraintes, donc en creux de variables d'action), c'est se placer dans le champ des STRATEGIES de DEVELOPPEMENT. C'est une seconde ligne d'ossature.

1.2.1. La question générale pourrait s'organiser autour du débat suivant :

- Est-ce que les contraintes internationales sont prédominantes, pour orienter l'économie, les politiques, les structures sociales, et finalement la stratégie de chaque pays . Hypothèse plus hardie (mais de même ordre) : ce rôle revient-il aux structures (évolutives) d'un "système-monde" ? Cela justifierait de limiter les études aux relations internationales (accords, conférences, affrontements économiques et politiques) ; aux opérations économiques mondiales (commerce ; mais surtout monnaie, financements) et aux multinationales ; à la géo-politique, et à l'analyse des "images" ou représentations du Monde, au centre et en périphérie.

- Ou bien est-ce que (sous certaines conditions, à préciser et peut-être à écarter = disposition d'une rente minière, dette extérieure faible...?) ce sont les divisions intérieures de la société nationale, les luttes et les alliances qui la caractérisent, qui déterminent la production et l'affrontement de modèles alternatifs de développement (dont les tenants peuvent dominer tel ou tel secteur de l'activité du pays) - la stratégie ne serait alors qu'une résultante

de fait (et d'ailleurs provisoire) de la concurrence entre ces "modèles". Cette approche oriente vers l'analyse de la société en classes, de la cohérence ou du déphasage des évolutions institutionnelles, de la disjonction ou de la conjonction des luttes de classes et des crises institutionnelles.

1.2.2. Une deuxième entrée, indispensable, de ce débat consiste dans l'analyse des stratégies sectorielles. Sans prétendre mener des recherches en tous ces domaines, mais pour garder en vue les principaux éléments, mentionnons :

- la question de l'industrialisation (y compris indépendance énergétique ; modèle industriel et place des autres secteurs ; financement de l'industrialisation ; choix et transferts de technologie..)
- l'indépendance alimentaire
- la question des politiques de population = une démographie rapidement croissante est-elle une chance ou une charge insupportable ? Libération de bras et transferts de main-d'oeuvre à échelle mondiale...
- la reproduction des ressources humaines = systèmes et politiques culturelle, d'éducation, de santé, d'habitat.
- fiscalité et développement ; méthodes et institutions de planification.

1.3. Evoquer "Les pays et les peuples", de façon distincte, suggère la différence à établir, et les divergences possibles entre l'Etat, le gouvernement, et les parties de la société civile. Voilà qui engage à deux lignes de réflexion :

1.3.1. ANALYSE DE L'ETAT, de sa nature, de ses institutions, de sa dynamique.

1.3.2. Problème de l'échelle d'observation. Il est des segments sociaux possédant une cohérence suffisante, pour structurer l'espace et la dynamique, économique ou politique des pays. Ils peuvent être d'envergure :

- SUPRA-NATIONALE = organisations, solidarités, courants, entreprises inter-états dans un voisinage (OCAM...; OPEP...; Banques Régionales...; projets de développement inter-états..., Solidarité Arabe et Front du Refus...) ; religions et cultures.
- ou INFRA-NATIONALE = il ne s'agit pas seulement des ethnies (et de l'ethnisme, structurant parfois jusqu'aux gouvernements, aux forces et mouvements sociaux, aux relations économiques...) ; mais du choix d'un lieu d'observation où l'on saura garder en vue les déterminations "anthropologiques", et celles de l'ordre des classes, de l'Etat, et du système-monde. C'est leur articulation (incorporant des tendances historiques issues d'un passé lointain ou récent) qu'il s'agit de restituer en de nombreux domaines où la question se pose vraiment = c'est-à-dire chaque fois que leur interférence

vient brouiller la cohérence, théoriquement construite, de chaque échelon étudié isolément. C'est une telle approche qui a fondé par exemple l'anthropologie économique, fort développée par l'ORSTOM. C'est toute la question du LIEN ENTRE MICRO. ET MACRO. PERSPECTIVES (y compris et d'abord la délimitation de son champ de pertinence).

2. Ce qui se fait ou s'est fait à l'ORSTOM

Quand on essaye de repérer les travaux passés de l'ORSTOM susceptibles de concerner l'axe-programme n° 7, la première impression est celle d'une certaine rareté. Si les recherches localisées et spécialisées sont nombreuses en effet, on trouve peu de publications prenant pour objet propre les problèmes de développement tels que nous venons de les définir. Toutefois il faut remarquer que la gamme des textes disponibles ne donne pas une image très fidèle de ce qu'a été dans le domaine considéré l'activité des chercheurs de l'Office.

Qui sont au juste ces chercheurs ? D'abord sans doute les démographes, dans la mesure où, par leur participation à des enquêtes par sondage ou à des recensements, ils ont contribué à construire une partie de l'information indispensable aux planificateurs. Ensuite les économistes, les géographes et les sociologues, mais aussi les chercheurs de la section d'Anthropologie - du moins si l'on considère que les travaux d'archéologie ou de linguistique relèvent du champ que nous décrivons. Nous proposerons, à titre tout à fait indicatif, un regroupement de tous ces travaux en cinq catégories.

2.1. Les synthèses

Il s'agit de sommes portant sur un groupe social, une ethnie, un espace. Parmi les travaux les plus récents, on peut citer ceux qui ont été réalisés sur les Sakalava de Madagascar, les Serer du Sénégal, les Nzabi du Congo et du Gabon, les Touaregs du Niger, les Créoles de Guyane, les Iles de la Société... Ces ouvrages illustrent une démarche transdisciplinaire de haut niveau scientifique, recourent largement à l'histoire, évitent le piège du structuralisme a-temporel, et se réclament parfois explicitement de l'anthropologie économique. Les processus de développement ou de non-développement sont saisis dans toutes leurs composantes. Les cadrages adoptés part du terrain, non de découpages plus ou moins artificiels suggérés par les frontières officielles et les comptabilités nationales. Travaux signés par les individus, certes, mais faisant converger des données primaires de provenance très diverse.

2.2. Macro-économie et planification

Dès la mise en place des Comités Techniques, une partie de la Section d'Economie et Démographie a été orientée vers des recherches sur la planification - et notamment la planification régionale. Ceci,

semble-t-il, de deux manières :

- en réalisant des enquêtes de terrain destinées à repérer des mécanismes régionaux de croissance susceptibles d'être utilisés voire "asservis" par le planificateur (R.C.I.) ;
- en participant à des activités de planification proprement dite (R.C.I., Camerou, Pérou...)

Peu pertinentes, les hypothèses théoriques sur la croissance régionale ont été assez vite mises en question. Les recherches se sont alors déplacées vers l'analyse des rôles économiques de l'Etat, par exemple en ce qui concerne l'accumulation de capital :

- Développement du secteur industriel, prolongées par l'étude des petites activités urbaines et du secteur informel (R.C.I., Tunisie, Polynésie);
- Production domestique de biens d'équipement au Brésil et en Inde ;
- Rôle du secteur public et de l'Etat dans l'évolution du système économique national (R.C.I., Sénégal) ; problèmes d'accès au crédit, de pouvoir financier et d'indépendance économique (Sénégal).
- Nature et rôle des élites dirigeantes au Sénégal.

Sauf peut-être en ce qui concerne le secteur informel, ces travaux ont souffert de rester relativement isolés les uns des autres. Dès 1976, il semblait souhaitable de relier les études ponctuelles à une réflexion approfondie sur la nature de l'Etat, les groupes qui le constituent, son organisation, l'idéologie sur laquelle il s'appuie... il n'est pas évident que cette recommandation ait été suivie, et il serait intéressant de se demander pourquoi.

Ajoutons que depuis 1975, un effort pluri-disciplinaire considérable a été consenti en Equateur pour la collecte d'information destinée à la planification. La synthèse des données rassemblées a posé des problèmes, et leur utilisation par les planificateurs semble rester un peu incertaine.

D'une façon générale, les chercheurs placés dans des organismes de planification ou à des postes d'observation macro-économique se sont pour la plupart trouvés peu à peu absorbés par des tâches d'assistance technique. L'expression scientifique des résultats obtenus est demeurée discrète. Plusieurs économistes ont fini par se faire détacher ou même par quitter définitivement l'ORSTOM. A cela on peut trouver des raisons diverses : impératif de réserve, goût pour l'action, scepticisme croissant sur les possibilités d'une véritable recherche macro-économique à l'ORSTOM, soucis de carrière. Ces causes n'ont pas cessé de jouer, bien au contraire. Il faudra en tenir compte.

2.3. Recherches ponctuelles de portée générale

De nombreuses recherches ponctuelles, très proches du terrain et concernant en général le milieu rural, accèdent plus souvent qu'on ne veut bien le dire à la réflexion sur les stratégies de développement par le biais de remarques critiques sur le comportement des Etats, sur les choix des Sociétés de Développement, sur la politique de la Banque Mondiale, etc. Autrement dit, il n'est pas toujours vrai que les recherches exécutées dans ce qu'on peut considérer comme le droit fil de la tradition ORSTOM soient nécessairement parcellaires, descriptives, enfermées dans le concret immédiat. Un bon exemple : les travaux dont a rendu compte le Cahier de l'ORSTOM publié en 1979 (Série Sciences Humaines) sur les migrations rurales et la création de nouveaux milieux sociaux. Encore plus nettement que les synthèses mentionnées plus haut, ces travaux se situent au carrefour des disciplines sociologique, historique et économique que l'on désigne par l'expression "anthropologie économique". On peut suggérer qu'on gagnerait déjà beaucoup à renforcer le lien que cette approche originale et positive pourrait entretenir avec une approche plus globale, et nous proposerons plus loin des moyens pratiques pour avancer dans cette voie. Dans quelques cas exemplaires, de telles recherches paraissent déboucher sur des interprétations novatrices du processus de croissance et de développement. Exemple : les travaux sur le dynamisme de l'économie de plantation de Côte d'Ivoire.

2.4. Politiques de développement

A la différence des précédentes, certaines recherches se situent d'emblée, et de façon explicite, au niveau global - national et international. Nous citerons seulement deux exemples : les travaux en cours sur l'agriculture dans la Zone des Caraïbes, et les recherches sur les politiques éducatives au Cameroun. Il nous semble que dans la mesure où ces travaux éclairent l'alternative réelle ou supposée entre développement auto-centré et soumission aux modèles extérieurs englobants, ils indiquent une voie qui devrait tout particulièrement convenir à l'axe-programme n° 7.

2.5. Indépendance culturelle

Nous rangeons dans cette catégorie toute une série de travaux ayant pour objectif et pour résultat de sauvegarder ou même de développer le patrimoine archéologique, linguistique, culturel de certains pays ou de certains groupes sociaux. Exemple : le repérage et la préservation de sites archéologiques en zone nomade du Niger, dans un périmètre que doit exploiter une société minière japonaise. On peut évidemment discuter sur le point de savoir si de telles recherches devront ou non, entrer à l'avenir dans l'axe-programme n°7; une chose au moins est certaine : l'impérialisme culturel est aussi

pernicieux que l'impérialisme économique, et ses manifestations, comme les moyens de le combattre, peuvent être objet de recherche.

2.6. Que peut-on dire de la méthode de travail propre à ces différentes recherches ?

On peut distinguer deux modèles. Le premier, typique des recherches ponctuelles, exige un contact direct avec le terrain, met l'accent sur la collecte des données primaires, subit l'influence de pratiques caractéristiques de la géographie et de l'anthropologie. Ce modèle dominant ne convient évidemment pas aux recherches portant sur la planification, la macro-économie, les politiques de développement. En ce domaine les sources d'information et les techniques de traitement, de même que les lieux et les moyens de travail, dessinent un second modèle, moins fréquent que le premier, plus toléré que vraiment accepté ; en fait, tout se passe comme si l'idée n'avait jamais été vraiment admise à l'ORSTOM que par "terrain" on doit entendre non seulement une communauté villageoise ou une zone de projet mais aussi une Banque Centrale, une Caisse de stabilisation, un Ministère de l'Education Nationale. Il y a lieu de réfléchir à cet état de choses si l'on veut véritablement promouvoir une recherche utilisant des documents pré-établis au lieu de les constituer elle-même, et acceptant de prendre quelque distance par rapport au concret micro-sociologique et micro-économique.

3. Ce qui se fait hors de l'ORSTOM

Nous avons tâché d'esquisser un panorama des travaux et intervenants (français surtout) dans les domaines dégagés en première partie. Nous avons dépouillé l'Annuaire des Sciences Humaines du CNRS (incluant la quasi-totalité des équipes ou centres Universitaires - car ceux-ci sont "associés" au CNRS). Nous avons aussi utilisé divers rapports évoquant (moins systématiquement) les interventions de praticiens (sociétés d'études ; organismes publics : Direction de la Prévision, INSEE, Caisse de Coopération ..., ONU, fondations, organismes internationaux : IFRI, UNRISD ...).

A grands traits, disons que l'essentiel des recherches en France est effectué par l'Université ; qu'au demeurant le nombre d'équipes et d'intervenants est faible ; que les travaux se concentrent sur quelques "créneaux" - en laissant d'autres (et d'importants) peu occupés ; que les laboratoires enfin sont de petite taille, rarement spécialisés et très dispersés dans le pays. On peut dénombrer environ 50 équipes ou laboratoires touchant à des questions "de l'étranger" : dont une dizaine spécialisés. Quatre cinquièmes appartiennent à l'Université. Cela représente au total quelques 500 personnes (dont une centaine de chercheurs CNRS) - loin de constituer autant de pleins-temps. Les domaines très étudiés sont les relations internationales (Sciences Po ...) ; les migrations, le commerce extérieur ; et à moindre titre les mouvements de capitaux et les multinationales. Une dizaine d'équipes traitent d'aspects des politiques de santé ou d'éducation. Mais la sociologie du développement, l'analyse des stratégies, les méthodes planificatrices - pour ne citer qu'elles - sont à peu près délaissées. La taille moyenne d'un laboratoire est de 10 personnes, souvent regroupées sans grande autonomie autour d'une personnalité ; la dispersion géographique est importante, les regroupements en GRECO ou RCP souvent peu convaincants. Au total, il n'est pas difficile d'atteindre "une masse critique" en quelques domaines, ni de trouver à rallier des personnes ou petits groupes travaillant assez isolément dans un laboratoire multi-objectifs. Hors les recherches, il convient de mentionner l'existence - en France même - de centres importants de rassemblement et de traitement d'une information pertinente. Ainsi, le SEQI (devenu SED) au Ministère de la Coopération, la Caisse Centrale de Coopération Economique, l'Institut d'Etudes Politiques et bien sûr le Centre de Développement de l'OCDE ...

Hors de France, notre répertoire reste à peine esquissé. Mais il n'est pas inutile de signaler l'importance, en Angleterre, de l'IDS (Université du Sussex) ; en Allemagne et en Suisse la poursuite de recherches notamment sur les multinationales (Zurich ; IED Genève) ; aux Etats-Unis les départements spécialisés d'une dizaine d'Universités ; enfin dans le Tiers-Monde, la possibilité d'identifier des partenaires (centres de recherches) susceptibles de devenir des co-opérateurs ou correspondants fiables. L'enquête est à poursuivre.

De façon générale, on peut considérer que les forces engagées sont toujours limitées et que la "masse critique" nécessaire au développement d'un thème est relativement faible (cinq à dix personnes).

4. Propositions

Nous n'avons pu qu'esquisser cette partie, mais nous comptons sur le débat qui va s'instaurer pour formuler des propositions plus précises.

4.1. Quelques idées nous paraissent importantes

a. Nécessité de prendre nettement parti sur la question préalable suivante : faut-il concentrer l'effort sur quelques points essentiels concernant l'indépendance politico-économique, ou faut-il aussi intégrer dans l'axe programme tout ce qui concerne l'indépendance culturelle ?

b. L'essentiel de cet axe consiste pour nous dans le souci de restituer et d'assurer le maintien non seulement dans l'axe n° 7 mais dans tous les autres, des justes proportions, de la juste place et de l'articulation des questions traitées. Aussi ne s'agit-il pas d'un axe comme les autres. Son rôle n'est pas seulement de générer et de gérer des études, mais à part égale (en temps, en moyens dépensés) d'irriguer les autres axes, de susciter débats, confrontations et mises en perspective globales, d'entretenir un réseau ouvert de relations avec les spécialistes - en particulier du Tiers-Monde - pour suivre et anticiper le mouvement des préoccupations stratégiques de l'heure.

c. Les études conduites, les relations entretenues - et ce n'est pas le fait du seul axe n° 7, mais de tous les travaux ORSTOM - devraient contribuer à former ou/et conforter des équipes de recherche étrangère, partenaires, choisies dans le Tiers-Monde. Ce souci nous paraît prioritaire.

d. Les études à prévoir - c'est particulièrement évident au cas de cet axe - auraient à se dérouler en parts à peu près égales en pays développés et sous-développés : au Centre et en Périphérie (donc c'est le rapport, le dispositif concret d'articulation qu'il s'agit d'établir).

4.2. Quelles actions entreprendre ?

L'imagination, pour désigner des travaux prioritaires est de nécessité. Il faut aussi prévoir des modalités les rendant faisables - même si l'ORSTOM n'a pas en son sein tous les savoir-faire indispensables. A cet égard, on doit tenir compte des domaines de réussite, existant déjà dans l'organisme (et bien cadrés) ; mais pas s'y limiter - en risquant de perdre de vue les proportions des phénomènes. Il nous semble indispensable d'envisager, sur un petit nombre de lignes de recherche, stratégiques, l'association d'équipes ou de laboratoires extérieurs, français et étrangers. Le dispositif doit rester concentré sur quelques points et quelques lieux, assurant des relations précises entre intervenants. Voici à ces sujets quelques réflexions plus détaillées.

- . Autant que la mise en oeuvre de programmes se situant d'emblée et prioritairement à un niveau global, l'exploration des rappports entre niveaux ou échelles macro- et micro- apparaît à la fois riche de virtualités scientifiques et conforme pour l'instant aux possibilités et à l'acquis de l'ORSTOM. En clair : il ne faut pas s'enfermer dans le traitement des données globales, mais améliorer les problématiques et les théories du changement à partir d'un "matériel concret et comparatif" que l'ORSTOM possède parfois et qu'il continuera vraisemblablement de recueillir ou de mettre à jour.
- . Une recherche inovatrice sur la spécificité des mécanismes qui jouent au niveau macro-social exige une participation active au fonctionnement d'institutions opérant à ce niveau. Participation de chercheurs détenant l'expertise nécessaire ? L'expérience a été faite sans résultats vraiment concluants. Très probablement, mieux vaudrait envisager une association de chercheurs et de praticiens en créant une structure propre à favoriser l'échange et la communication entre ces deux catégories de spécialistes. On pourrait alors s'inspirer de l'exemple fourni par le groupe AMIRA. Compte tenu de ces orientations, les actions à entreprendre pourraient être les suivantes :

4.2.1. Activités de relation

a. Mettre en place un système d'information, de relations et d'échanges qui permette aux chercheurs engagés sur des travaux ponctuels de situer les problèmes étudiés et les résultats obtenus par rapport à l'approche globale du développement. Il s'agit de favoriser la mise en relation d'analyses et d'interprétations effectuées à diverses échelles. Le concret local irrigue la réflexion d'ensemble, laquelle permet en retour de donner leurs vraies proportions aux études fragmentaires. Deux voies à explorer :

- . Recueil d'informations éventuellement réunies en dossiers et transmission à des chercheurs occupés par l'étude d'un problème donné ;
- . Réunions de spécialistes désireux de mettre en commun leurs résultats pour faire avancer la théorie du changement social. L'exemple à suivre est celui du Séminaire Interdisciplinaire. Disons clairement qu'au moins dans un premier temps, cette voie nous paraît très importante. En la suivant, on favorisera l'accumulation progressive et collective qui nous semble seule capable de faire avancer la réflexion. On suscitera aussi un débat constructif sur l'idéologie démographique, économique, politique (rapports PEARSON, BERG, BRANDT etc). Toutes ces réflexions constitueraient une première contribution à l'analyse critique des concepts de développement et d'indépendance qui formera un élément essentiel de l'axe programme. L'originalité de cette contribution serait son ancrage dans une série d'expériences concrètes. Dans un délai à préciser, qu'il faudrait sans doute réduire au minimum, tout ce domaine devrait faire l'objet d'un programme de recherche sur le contenu réel

de la notion de développement. Un tel programme chercherait à confronter les institutions, les pratiques, les idéologies et les discours avec leurs conditions historiques concrètes d'apparition. Déjà explorée à l'ORSTOM, cette voie mérite d'être systématisée.

b. Etablir des bilans raisonnés portant sur les stratégies et les résultats de développement. Ces bilans pourraient porter sur certains pays bien étudiés par l'ORSTOM, ou sur des entités plus abstraites (et peut-être plus pertinentes) telles que l'économie de plantation en zone forestière africaine. D'autres bilans, plus synthétiques, pourraient porter sur des questions-clés telles que la planification en Afrique et en Amérique Latine, la conduite de l'industrialisation, la contribution des petites activités urbaines à l'accumulation productive etc.

4.2.2. Mise en oeuvre de RECHERCHES STRICTO SENSU portant sur la maîtrise des processus de développement

a. Une des orientations à privilégier, parce qu'elle est déjà pratiquée en fait, pourrait être celle des politiques éducatives. Ce domaine de recherches éminemment pluri-disciplinaire présenterait l'avantage de pouvoir intégrer des linguistes (problèmes d'enseignement en langues vernaculaires).

b. D'autres programmes peu nombreux pourraient avoir pour objectif d'éclairer les questions politiques et économiques énumérées dans la première partie de cette note. Encore convient-il d'identifier des problèmes de recherche précis, des moyens pratiques de traiter ces problèmes :

- . Des problèmes de recherche. On n'étudie pas de but en blanc la nature de l'Etat dans tel ou tel pays, mais à travers des révélateurs tels que les mouvements sociaux, l'analyse institutionnelle, la distribution sociale des revenus, la contribution du milieu rural au financement de l'économie, la fiscalité. De même, on n'aborde pas l'alternative (ou la combinaison) dépendance/développement auto-centré en tant que telle et en restant au plan des généralités, mais par le biais de problèmes tels que la taille des marchés intérieurs, la rentabilité des entreprises, et surtout l'orientation des transferts de technologie - qui nous paraît un champ d'investigations particulièrement important. Le débat qui va s'ouvrir devrait permettre d'identifier et de hiérarchiser ces révélateurs.
- . Des moyens pratiques de recherche. Pour éviter de refaire ce qui se fait à l'Université, la seule issue est de participer à l'action, mais le détour technique présente des difficultés qu'il ne faut pas minorer. La solution est probablement du côté d'un réseau associant des compétences de chercheurs aptes à la communication et d'experts soucieux de réfléchir à leur pratique.

Pour conclure, signalons un écueil à éviter. Il nous semble important de ne pas confondre la recherche scientifique, pour laquelle toutes les idéologies sont d'abord des objets d'étude, et l'expression de sympathies ou d'affinités pour certains pays, certaines politiques, certains modèles de développement. Mêler ces deux registres ôterait très vite toute crédibilité à l'axe programme que nous avons essayé d'explorer.

5. La question des moyens

Présentons ici quelques suggestions.

5.1. Les modalités d'attribution budgétaire devraient permettre l'association de laboratoires ou d'équipes extérieures, possédant un savoir-faire avéré dans des domaines d'intervention que l'axe juge prioritaires, mais où les forces intérieures à l'Office demeurent insuffisantes.

5.2. L'axe n'aura de sens que s'il mobilise un quantum d'une trentaine de chercheurs, et d'une cinquantaine à court terme : les participants d'équipes associées sont à compter parmi eux - pourvu que "leur association" soit réelle, étroite, vivante. (en outre, des chercheurs insérés en d'autres axes auront à consacrer une part de leur temps à des travaux du programme n° 7). La dynamique seule de cette réunion - et celle des discussions qui la poursuivront les prochains mois - diront si l'ambition est viable. En tout état de cause, les moyens à prévoir doivent tenir compte de ce quantum, et du caractère spécifique de l'axe.

5.3. Ces moyens nous paraissent inclure le choix prochain, et la mise en place rapide d'une ou deux bases - dotées d'un centre de documentation, de lieux de travail et de réunion. Pareille base doit être susceptible d'accueillir non seulement les chercheurs engagés sur l'axe, mais des chercheurs de passage, des "associés", des personnalités étrangères. Accueillir, et non seulement abriter, car il s'agit bien de créer un carrefour, un lieu de débats, de colloques, mais aussi de rencontres, de relations - internationales pour une bonne part - informelles et amicales au besoin, ou parfois plus organisées, en forme de réseau. On ne pense d'ailleurs pas à quelque grande Maison Centrale, mais à des lieux souples, facilitant la communication.

Ici plus qu'ailleurs peut-être, les budgets de déplacement, et de publication-reprographie prendront de l'importance. (Rappelons qu'au CNRS, ils composent 2/3 du fonctionnement en Sciences Humaines et qu'il existe environ un périodique pour dix chercheurs-ITA).

5.4. Des recrutements seront certainement nécessaires (une quinzaine sur 5 ans ?). Sur les voies de recherche stratégiques, même choisies en tenant bon compte des domaines de réussite passés de l'ORSTOM, on s'apercevra vite que manquent dans l'organisme d'indispensables savoir-faire.

Mais il est aussi absolument à prévoir - c'est la spécificité de l'axe - le recrutement contractuel, ou la rémunération (sur honoraires, sur lettre de commande), à la hauteur nécessaire, de consultants ou d'associés temporaires : praticiens désireux de prendre du champ pour réfléchir à leur expérience, apportant en même temps une information et des perspectives originales ; "experts", dans des domaines échappant aux savoir-faire de l'organisme, et néanmoins indispensables ...

5.5. Dernière notation : tous les champs importants ne pourront être couverts (car nul ne s'improvisera spécialiste de la monnaie, et ce serait s'épuiser que de prétendre en recruter à suffisance ; de même pour des ingénieurs, s'agissant de questions de technologie ...). Il faut donc définir les quelques domaines, dans lesquels il est bon de participer à des réseaux - et repérer les partenaires adéquats.

L'ensemble des décisions à prendre devrait revêtir la forme d'un plan de développement de l'axe, à moyen terme (5 ans). Il conviendrait de préciser les programmes et les actions à lancer en priorité ; ceux à suivre, et leur échéancier. Un échéancier parallèle des moyens devrait s'y accorder. Quelques "délais-tests" doivent apparaître ; et l'on pourrait imaginer un dispositif d'évaluation interne - comme des garanties sanctionnant le dynamisme de l'axe (parmi celles-ci : l'obligation de publier annuellement un rapport et des propositions de programme et d'action sur 2 ans, sur la base desquelles les participants décideraient de poursuivre leur collaboration ou de la porter ailleurs - le budget affecté dépendant du potentiel humain mobilisé ...).

C'est à la présente réunion qu'il revient maintenant de discuter ces perspectives générales et de les préciser.

Compte-rendu
des journées d'études
de l'O.R.S.T.O.M.

Paris, 6-10 Juillet 1982

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE OUTRE MER